

# AMNESTY INTERNATIONAL

## Déclaration publique

Index AI : AMR 46/011/2007 (Public)

Bulletin n° : 234

ÉFAI

Embargo : 7 décembre 2007 à 00h01 TU

## Pérou. Le jugement d'Alberto Fujimori, étape fondamentale de la réconciliation

À la veille du jugement d'Alberto Fujimori, Amnesty International a déclaré que ce procès constituait une étape fondamentale de la réconciliation au Pérou, tout en précisant que le pays avait encore un long chemin à parcourir.

Elle a souhaité que le jugement de l'ancien dignitaire soit impartial et contribue à l'ouverture de nouvelles enquêtes judiciaires pour que toutes les violations des droits humains commises au Pérou fassent l'objet de décisions de justice.

L'organisation a rappelé en particulier que les membres des forces armées et des forces de sécurité s'étaient rendu coupables de manière généralisée et systématique de crimes de droit international tels que disparitions forcées, exécutions extrajudiciaires et actes de torture dans le cadre de la répression des crimes commis entre 1980 et 2000 par le Sentier lumineux et le Mouvement révolutionnaire Túpac Amaru. Elle a souligné l'importance d'un programme efficace de protection des victimes, des proches, des témoins et des avocats participant au procès, et ajouté que pour que la justice fonctionne il fallait s'assurer que les personnes qui participaient au procès pouvaient le faire sans craindre de représailles.

Vérité, justice et réparations sont indispensables pour empêcher que les violations des droits humains commises par le passé ne se reproduisent à l'avenir.

### Complément d'information

Alberto Fujimori est accusé d'être responsable du massacre de 15 femmes, hommes et enfants de Barrios Altos, à Lima, en 1991, ainsi que des actes de torture, de la disparition forcée et de l'assassinat dont ont été victimes neuf étudiants et un professeur de l'Université de la Cantuta, en 1992. Ces crimes ont été attribués au groupe « *Colina* », escadron de la mort créé en 1991 au sein des services des renseignements de l'armée. La création de cet escadron faisait partie de la stratégie de lutte anti-insurrectionnelle suivie par Alberto Fujimori.

L'ancien président est également accusé d'avoir ordonné la séquestration et la torture, au siège des services de renseignements de l'armée où il vivait en 1992, de personnes critiques à l'égard de son gouvernement.

Pendant les dix années de pouvoir d'Alberto Fujimori, Amnesty International a recensé des centaines de cas de disparition forcée et d'exécution extrajudiciaire imputables aux forces de sécurité péruviennes. Pendant cette période, torture et mauvais traitements constituaient également une pratique courante des forces de sécurité.

/FIN